

Nouvelles locales du vendredi 18 avril 2014

@rib News, 18/04/2014 | Politique / Sécurité / Diplomatie Les nouvelles de ce vendredi sont composées du seul point concernant les récentes révélations contenus dans un câble diplomatique des Nations Unies envoyé confidentiellement par le BNUB sur une probable distribution d'armes qui serait en cours au profit des jeunes affiliés au parti CNDD-FDD dans certaines communes de ce pays. Ce point a été traité en synergie des médias composés de la rpa/bonesha/isanganiro/rtr/ccib.

- La synergie a tout d'abord rappelé le contenu de ce câble controversé qui a été envoyé confidentiellement aux Nations Unies par le représentant du secrétaire général des Nations Unies au Burundi Parfait Onanga Anyanga. Ce dernier s'est en effet basé sur le rapport de Paul Debbie son conseiller chargé de la sécurité qui vient tout juste d'être clarifié par une personne non gratta et qui vient d'être priée de faire ses valises. La synergie a ensuite relayé les informations du rapport ici et là. À propos de la perturbation de la sécurité des citoyens souvent imputable aux jeunes Imbonerakure.

- L'action des Imbonerakure est d'être un peu partout dans le pays. En effet, la population de la province de Kirundo dans la commune Bugabira trouve que les jeunes affiliés au parti au pouvoir affichent un comportement qui n'est pas de nature à tranquilliser les autres citoyens. Elle trouve que ces jeunes font des exercices militaires au grand jour sans être inquiétés et même la peur au sein de la population puisqu'ils affirment qu'ils vont faire disparaître celui qui n'est pas avec eux au CNDD-FDD et qui est appelé « Igipinga ». Dans la commune Ruhororo de la province Ngozi, certaines personnes affirment que les Imbonerakure font des exercices militaires à l'écologie Yaga Mukama de la paroisse Muhanga et ce comportement fait peur à tous ceux qui sont proches de ce lieu. La population dans ces zones concernées fait savoir que les autorités administratives et policières ne font rien pour arrêter cela et qu'il y a même des autorités administratives qui se joignent à ces jeunes lors de ces activités.

- Dans la commune de Kanyosha de la province Bujumbura, la population accuse les Imbonerakure de la colline Gikoto en zone Ruyaga de vouloir obliger à adhérer au parti CNDD-FDD si non qu'elle va en subir les conséquences. Elle affirme qu'elle a vu des armes que cette jeune possédait et elle-même arrive à dire que les armes sont cette fois-ci disponibles et que celui qui s'oppose au pouvoir en place recevra sa récompense.

- La population de la commune Nyanza-lac quant à elle s'accuse mutuellement de détention d'armes surtout entre rapatriés et résidents. En effet, sur la colline Ruvumera de la zone Muyange, les résidents accusent les rapatriés de faire des rondes nocturnes sans en informer les autres citoyens. Ainsi, ils estiment qu'ils sont armés et ne veulent pas que les autres voient ces armes dont ils disposent. Cela arrive même à diviser les Imbonerakure rapatriés et résidents de cette colline qui ne s'entendent pas entre eux. Les rapatriés de leur côté accusent les résidents de posséder des armes dans le but de les tuer. Sur la colline Mugerama de la zone Nyanza-lac, la population se dit terrifiée des rondes nocturnes effectuées par les Imbonerakure armés de gourdins et bâtons.

- Les conséquences du câble divulgué par l'ONU s'observent dans différents coins du pays. En effet, trois personnes ont été arrêtées à Bubanza et sont d'avoir fait circuler des rumeurs faisant état d'une attaque chez les domiciles de certains membres des partis politiques de l'opposition la nuit de ce mardi à mercredi. Elles sont en train de subir des interrogatoires à ce sujet. Rappelons que ce mardi, certaines familles des partis politiques de l'opposition n'ont pas dormi dans leurs maisons ou ont passé la nuit en train de veiller après avoir entendu des rumeurs selon lesquels ils vont subir une attaque de la part des Imbonerakure armés de fusils.

- De même, les représentants de la RSF Bonesha FM et de la RPA dans la province de Bubanza sont dans la ligne de mire de la justice dans cette province après une plainte déposée par le représentant du parti CNDD-FDD dans cette province. Cette plainte a été déposée par le député Juvénal Havyarimana contre Elogie Niyonzima Alexis Nkeshimana concernant la diffusion par ces correspondants d'une information faisant état d'une situation chaotique qui a prévalu au chef-lieu de cette province de Bubanza la nuit de mardi à mercredi où certains membres des partis politiques de l'opposition n'ont pas dormi par crainte d'une probable attaque de la part des Imbonerakure. Le directeur de la RSF Bonesha FM trouve que cette plainte est inexplicable dans un état qui se veut de droit. Patrick Nduwimana affirme que les journalistes ont raconté des faits et auxquels le représentant provincial du CNDD-FDD a apporté un démenti comme le veut la loi. Il dit néanmoins ne pas comprendre comment ce même responsable porte plainte par après comme si elle ignorait la loi selon laquelle il a agi. Il trouve qu'il y a des personnes qui utilisent le pouvoir qu'ils ont contre les journalistes non pas par ignorance mais par arrogance trouve que ces dernières ont besoin d'être enseignées comment les journalistes travaillent. Il demande ainsi au CNC de divulguer la loi sur la presse au Burundi à la population et surtout aux autorités qui se croient la connaître ou qui l'ignorent tout simplement afin qu'elles sachent ce que la loi permet de faire.

- Les réactions à ce sujet n'ont pas tardé à tomber. Le parti Uprona dirigé par Charles Nditije non reconnu par le ministre de l'intérieur estime que ce câble diplomatique contient des informations que certains acteurs politiques burundais de l'opposition avaient déjà exprimées. Selon ce député, cette situation est préoccupante et inspire la peur. Il trouve que l'ONU a un personnel hautement qualifié surtout en matière d'enquête suite à leur expérience en la matière. Il estime que les informations contenues dans ce câble diplomatique ne sont pas à prendre à la légère comme le le gouvernement burundais est en train de le faire. Il demande ainsi au gouvernement de ne pas avoir peur des investigations et de commencer lui-même ses propres enquêtes et demande aussi à la communauté internationale de faire ses propres enquêtes aussi afin que des éclaircissements soient apportés à ce sujet.

- L'ADC-Ikibiri quant à elle trouve que le contenu de ce rapport n'est pas étonnant pour celui qui suit habituellement de près ce qui se fait sur terrain. Selon le porte-parole de cette coalition, ils avaient écrit au secrétaire général des Nations Unies pour lui demander d'être vigilant sur ce qui se passe au Burundi puisque le Burundi n'est pas un état qui de sa propre manière Chevineau Mugwengezo trouve plutôt que l'ONU a poussé plus loin l'investigation puisqu'elle en a les moyens et demande plutôt que l'ONU en fasse davantage afin d'écarter ceux qui sont déjà armés. Il demande aussi au gouvernement du Burundi de ne pas céder à la colère et de laisser les enquêtes se dérouler et même s'il s'avère que l'exagération dans ses informations, il trouve que les textes des Nations Unies sont clairs à ce sujet.

- Le CNDD-FDD trouve que cette information contenue dans ce câble diplomatique constitue une pure aberration pour le pays en général et

pour le parti au pouvoir en particulier. Selon le président de ce dernier, les informations ont été fournies par ceux qui n'ont pas été contents du fait que le BNUB va fermer ses portes pour céder la place aux organisations plus spécialisées comme l'attaché militaire du conseil de sécurité des Nations Unies. De plus, le député Pascal Nyabenda est l'un de ceux qui n'ont pas été contents que les élections aient lieu et de ce fait, usent de tous les moyens pour que ces élections n'aient pas lieu afin qu'elles bénéficient des places dans un probable gouvernement de transition. Il ajoute que le Burundi est engagé dans un processus de désarmement et que de ce fait, ne peut pas accepter que des armes soient encore une fois distribuées au sein de la population quelque soit le motif puisque la paix déjà acquise ne peut pas être remise en cause. - Les organisations de la société civile burundaise affirment elles aussi qu'elles n'ont pas entendu le contenu de ce câble diplomatique envoyé aux Nations Unies. Selon le président de l'APRODH, ils ont entendu depuis longtemps que les Imbonerakure se comportent comme ils veulent dans tout le pays. Pierre Claver Mbonimpa estime ainsi que rien n'est étonnant puisque le pouvoir en place et surtout le parti au pouvoir a toujours nié les accusations portées contre ses jeunes estimant que ceux qui propagent ces nouvelles n'ont que des objectifs politiques. Il ajoute aussi qu'il a entendu des informations selon lesquelles certains militaires sont au Congo en compagnie de certains Imbonerakure qu'ils sont en train d'entraîner à l'exercice militaire. Selon lui, si tout cela est vrai, le Burundi ne va nulle part. - La CNIDH estime que personne ne peut empêcher qui que ce soit de faire ses propres enquêtes sur le contenu de ce rapport confidentiel des Nations Unies. Selon le président cette commission, chaque personne qui le désire et qui le peut a la possibilité de procéder à ses propres enquêtes. Frère Emmanuel Ntakarutimana précise que plusieurs organisations ont déjà commencé à travailler sur ce sujet y compris la CNIDH dont il est président. Il trouve néanmoins que le problème majeur réside dans la mise en commun des différents rapports des différentes commissions d'enquête des uns et des autres afin d'aboutir à un résultat acceptable par tous. Ainsi, il trouve que ce câble est un clin d'œil au gouvernement et plus particulièrement aux Burundais qui, selon lui, devraient prendre la question en mains pour la traiter dans tous ses aspects. Il trouve ainsi qu'il s'agit à ce stade d'une commission technique qui devrait être mise en place pour faire ce travail. - Le directeur de la Radio Télévision Renaissance estime que la publication de cet écrit constitue une chance pour le pays d'éviter de tomber dans un gouffre préparé par ceux qui veulent encore la guerre. Selon Innocent Muhozi, ceux qui ont rédigé cet écrit sont des étrangers qui ne veulent aux Burundais que la paix et la tranquillité. Il trouve donc étonnante l'attitude du gouvernement de nier le contenu de ce câble dans toute son intégralité alors même qu'il y avait moyen de procéder immédiatement aux enquêtes. Selon lui, ce bras armé n'aboutira à rien et il s'agit d'une perte de temps. Ainsi, il demande au gouvernement de prendre conscience et de procéder aux enquêtes neutres et indépendantes quitte à établir la vérité sur les faits évoqués avant tout démenti prématuré. Il précise en passant que le comportement des Imbonerakure dans le pays ne présage rien de bon. - Les confessions religieuses ont aussi réagi face à cette situation. Haruna Nkunduwiga de la communauté islamique du Burundi trouve que la situation n'est pas du tout bonne. Il trouve que le pas déjà franchi ainsi que les paroles du président de la République au sujet de la paix montrent à suffisance que la paix peut s'installer définitivement. Néanmoins, il constate que si le contenu de ce câble est vrai, ce serait catastrophique. Ainsi, il demande au gouvernement d'approcher le rédacteur de ce câble afin qu'il lui fournisse tous les indices sur lesquels il a travaillé pour le produire. Ensuite, il voit que le gouvernement doit faire ses propres enquêtes puisque ce ne sont pas les institutions pouvant faire ce travail qui manquent. S'il s'avère que c'est vrai, que des dispositions soient prises dans ce sens et si ce n'est que les services des Nations Unies s'expliquent publiquement.